Dépêche No. 922 | 16 décembre 2024

La plupart des Camerounais n'ont pas d'assurance maladie et s'inquiètent de ne pas pouvoir se faire soigner en cas de besoin

Dépêche No. 922 d'Afrobarometer | Christian Siakam et Eric Ileng

Résumé

Le troisième Objectif de Développement Durable (ODD3) vise à permettre à tous de vivre en bonne santé et de promouvoir le bien-être de tous à tout âge (Nations Unies, 2015). Pour l'atteinte de cet objectif, le gouvernement camerounais devra faire beaucoup d'efforts, notamment dans les dépenses publiques de santé, qui représentent moins de 1% de son produit intérieur brut, ce qui est largement en dessous de la norme recommandée par les Nations Unies (Organisation Mondiale de la Santé, 2024 ; Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés, 2019).

L'insuffisance du personnel médical et des services spécialisés a des conséquences néfastes sur la santé de la population camerounaise, telles qu'un taux de mortalité maternelle élevé, à 438 pour 100.000 naissances vivantes en 2020 (Banque Mondiale, 2024). En plus, peu de personnes sont couvertes par un mécanisme de protection sociale de santé (Ministère de la Santé Publique, 2018). Afin d'améliorer l'accès aux soins de santé pour tous, le Cameroun a lancé en 2023 la phase pilote de la couverture santé universelle, qui couvre pour ses débuts les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans (Ntap, 2024).

Cette dépêche rend compte du module d'enquête portant sur les soins de santé inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 10 pour explorer les expériences et les perceptions des Camerounais sur le sujet.

Les résultats confirment que seulement une petite minorité de Camerounais possèdent une couverture médicale. La majorité de ceux qui ne disposent pas d'une assurance maladie évoquent comme principales raisons le coût financier et l'ignorance de l'existence d'un tel service.

La majorité des Camerounais expriment leur inquiétude quant à leur capacité à accéder ou à financer des soins médicaux en cas de besoin. Ils estiment également que le gouvernement devrait assurer un accès universel aux soins de santé, même si cela nécessite une augmentation des impôts.

Parmi ceux qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public au cours de l'année écoulée, la moitié des répondants disent qu'il était facile d'obtenir les services dont ils avaient besoin, mais la majorité d'entre eux signalent de longs temps d'attente, le coût élevé des services, le mauvais état des infrastructures, l'absence du personnel médical et le manque de médicaments ou d'autres matériels.

Environ la moitié des citoyens accordent leur confiance au Ministère de la Santé Publique et approuvent la performance du gouvernement en matière d'amélioration des soins de santé de base.

Copyright ©Afrobarometer 2024

Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Cameroun, conduite par Cible Etudes & Conseil, s'est entretenue avec 1.200 adultes camerounais entre le 27 février et le 20 mars 2024. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Cameroun en 2013, 2015, 2018, 2021 et 2022.

Résultats clés

- Seulement un sur 11 Camerounais (9%) disent posséder une couverture maladie.
    - Près de la moitié (47%) des personnes disposant d'une assurance maladie ont souscrit à une assurance privée. Et trois quarts (74%) se disent satisfaites de leur couverture.
    - Les principales raisons empêchant les Camerounais à souscrire à une couverture médicale sont le coût financier (37%) et l'ignorance de l'existence d'un régime d'assurance maladie (32%).
- Sept citoyens sur 10 (72%) déclarent s'inquiéter « quelque peu » ou « beaucoup » de ne pas pouvoir obtenir ou se payer des soins médicaux en cas de besoin.
- Deux tiers (68%) des répondants déclarent que le gouvernement devrait assurer un accès universel aux soins de santé, même si cela implique une hausse des impôts.
- Parmi ceux qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public au cours des 12 derniers mois :
    - La moitié (50%) disent qu'il leur a été facile d'obtenir l'attention médicale nécessaire.
    - Toutefois, plus du tiers (37%) disent avoir dû verser des pots-de-vin ou faire un cadeau ou une faveur à un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins ou services médicaux dont ils avaient besoin.
    - Une majorité d'entre eux disent avoir rencontré divers problèmes, tels que de longs temps d'attente (83%), le coût élevé des services (81%), le mauvais état des infrastructures (76%), l'absence de médecins ou d'autres membres du personnel médical (74%) et le manque de médicaments ou d'autres matériels (67%).
- S'agissant de la vaccination, la majorité (61%) des Camerounais estiment que les parents devraient être tenus de faire vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio, tandis que certains pensent que cela devrait relever du choix personnel des parents et ne devrait pas être obligatoire (38%).
- Seulement la moitié (50%) des citoyens pensent que le gouvernement réalise une bonne performance en matière d'amélioration des services de santé de base, contre 49% qui disent le contraire.

Copyright ©Afrobarometer 2024

- Une faible majorité (53%) de Camerounais disent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance au Ministère de la Santé Publique.

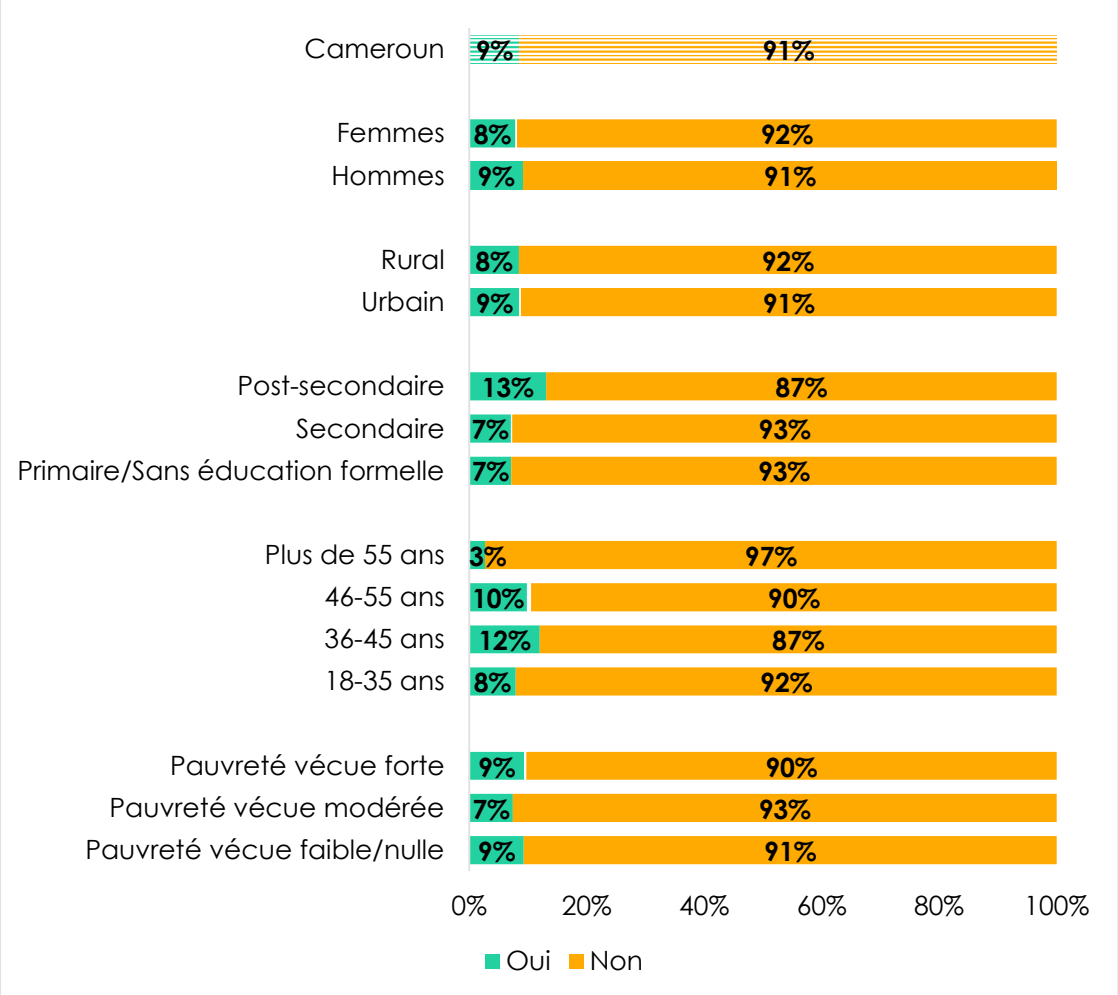
Couverture médicale

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (2023a), la couverture sanitaire universelle vise à garantir que toute la population puisse accéder aux services de santé préventifs, curatifs, de réadaptation et de promotion nécessaires. Ces services doivent être de qualité suffisante pour être efficaces, tout en évitant que leur coût n'entraîne des difficultés financières pour les usagers.

Seulement un sur 11 Camerounais (9%) disent posséder une couverture médicale (Figure 1). Le taux de couverture médicale reste faible indépendamment du groupe démographique d'appartenance du répondant.

Parmi les enquêtés possédant une couverture médicale, près de la moitié ont une assurance maladie privée (47%), environ deux sur 10 une assurance de la fonction publique (21%) ou communautaire (17%), et 11% une assurance maladie nationale fournie par le gouvernement (Figure 2).

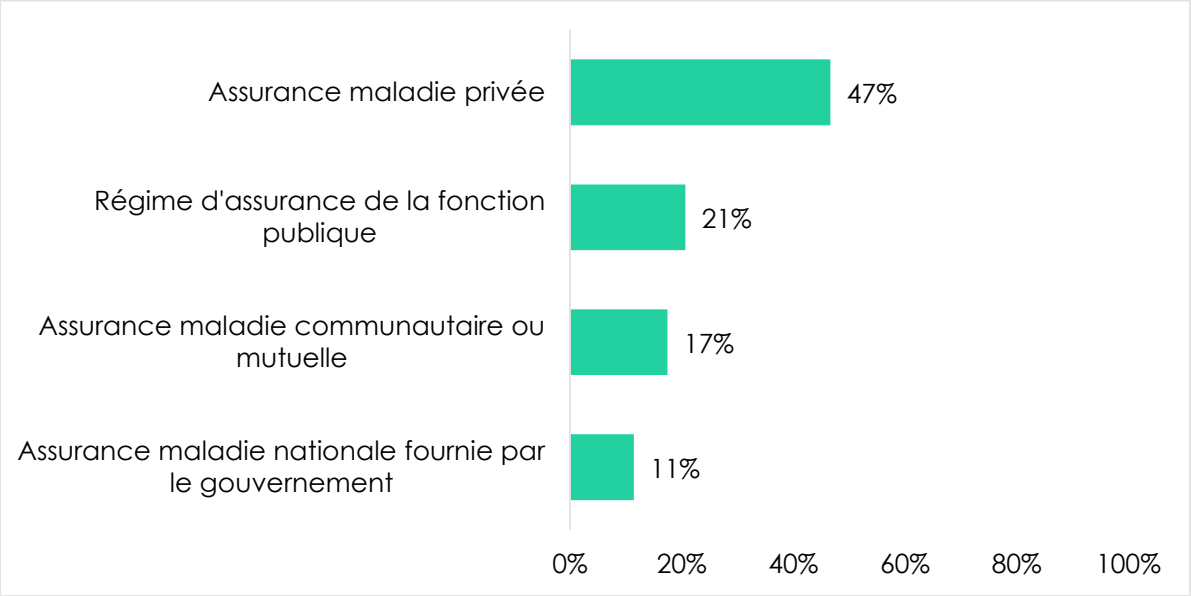
Figure 1 : Disposition d'une couverture médicale | Cameroun | 2024



Question posée aux répondants : *Avez-vous une couverture médicale qui vous aide à payer vos frais médicaux si vous tombez malade ?*

Copyright ©Afrobarometer 2024

Figure 2 : Type de couverture médicale | Cameroun | 2024

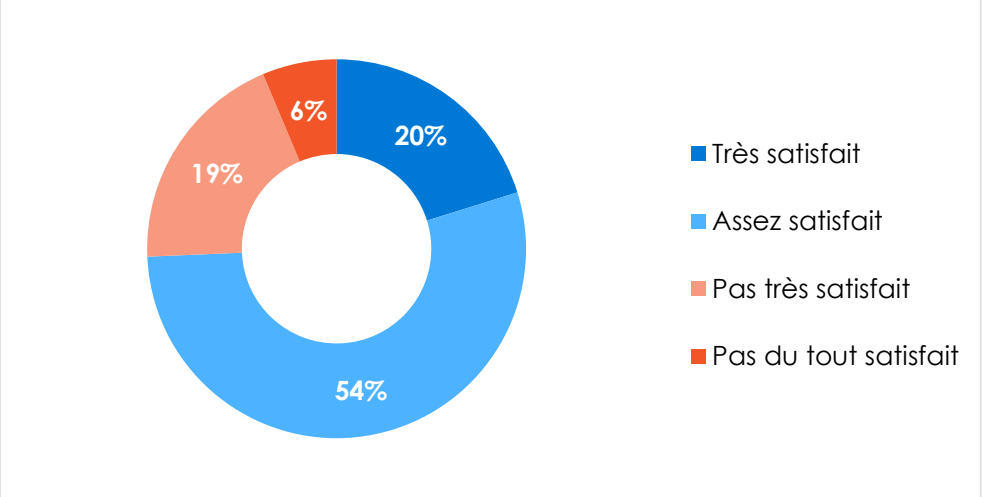


Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir une couverture médicale : *Quel type de couverture médicale avez-vous ? (Les répondants qui n'ont pas de couverture médicale sont exclus.)*

Parmi les répondants qui possèdent une couverture médicale, trois quarts (74%) se disent « assez satisfaits » ou « très satisfaits » à l'égard de leur couverture médicale (Figure 3).

Les raisons avancées par les Camerounais qui ne disposent pas d'une couverture médicale sont nombreuses (Figure 4). Celles les plus plébiscitées sont le coût financier (37%) et l'ignorance de l'existence d'un régime d'assurance maladie (32%). Certains disent qu'ils ne savent pas comment faire pour y souscrire ou trouvent la procédure trop compliquée (9%), tandis que d'autres ne font juste pas confiance aux régimes d'assurance maladie (7%) ou déclarent qu'il n'y a pas de service d'assurance maladie disponible (6%).

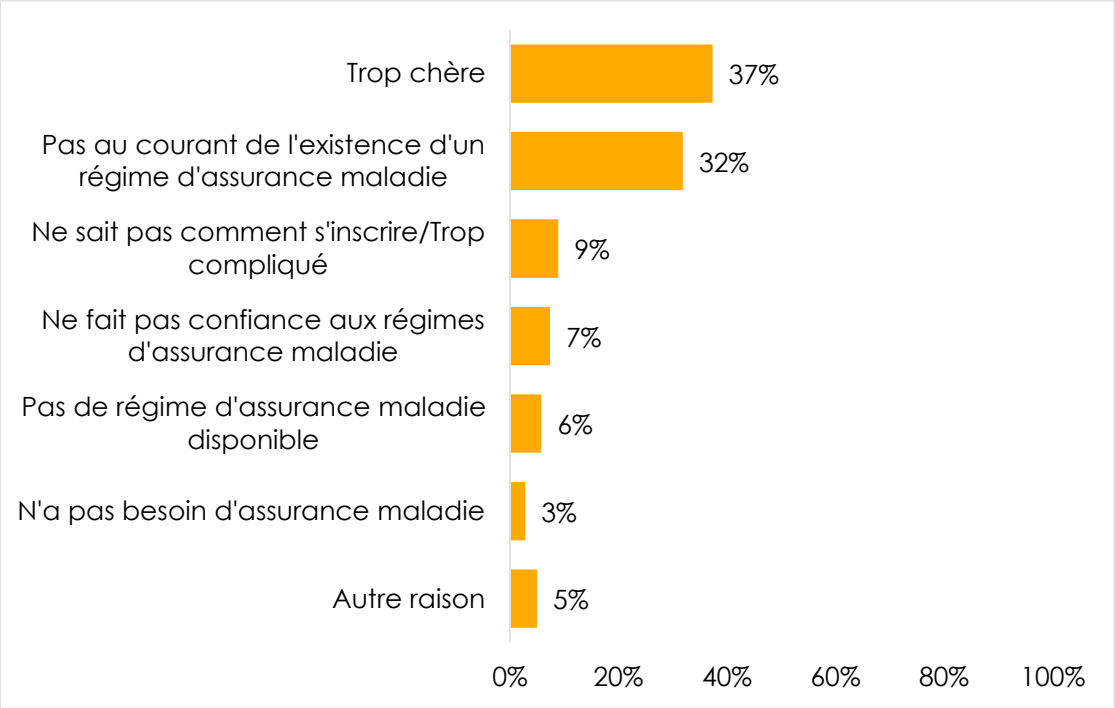
Figure 3 : Satisfaction à l'égard de la couverture médicale | Cameroun | 2024



Question posée aux répondants qui ont déclaré avoir une couverture médicale : *Dans l'ensemble, quel est votre degré de satisfaction à l'égard de votre couverture médicale ? (Les répondants qui n'ont pas de couverture médicale sont exclus.)*

Copyright ©Afrobarometer 2024

Figure 4 : Raisons de non-souscription à une couverture médicale | Cameroun | 2024



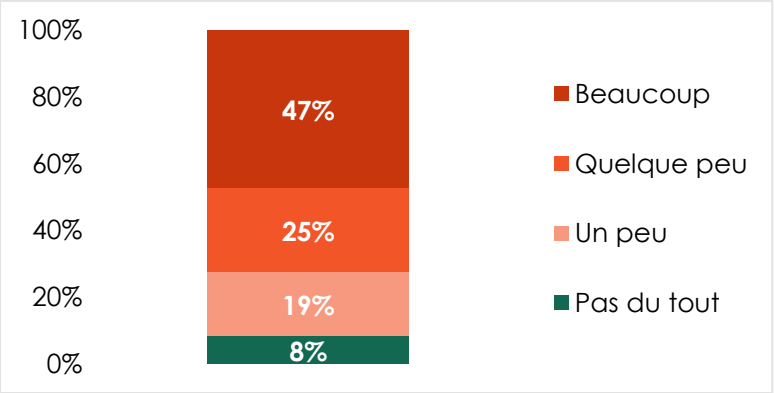
Question posée aux répondants qui ont déclaré ne pas avoir une couverture médicale : *Quelle est la principale raison pour laquelle vous ne bénéficiez pas d'une couverture médicale ? (Les répondants qui ont déclaré avoir une couverture médicale sont exclus.)*

Accès aux services sanitaires

Lorsque les moyens financiers ou l'accès physique aux établissements de santé sont limités, l'accès aux soins médicaux devient une sérieuse préoccupation.

Plus de sept Camerounais sur 10 (72%) disent craindre « quelque peu » ou « beaucoup » qu'eux-mêmes ou un proche tombe malade et ne soit pas en mesure d'obtenir ou de payer les soins médicaux nécessaires (Figure 5).

Figure 5 : Préoccupation concernant l'accessibilité aux soins médicaux | Cameroun | 2024

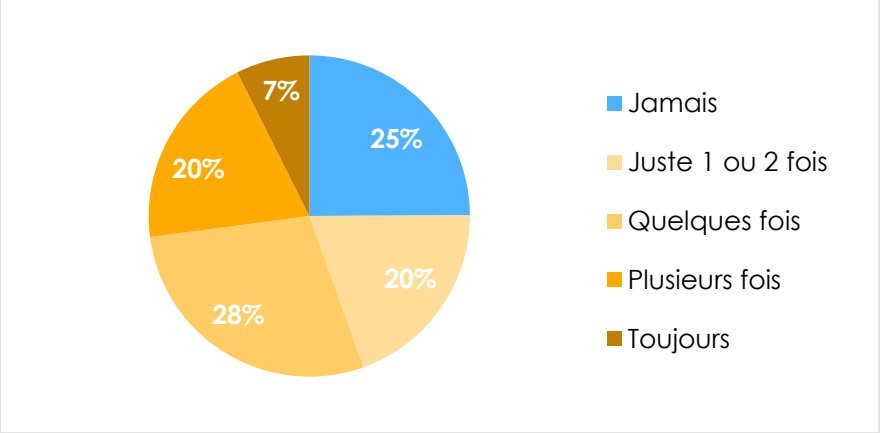


Question posée aux répondants : *A quel point craignez-vous que vous personnellement ou un membre de votre famille tombe malade et ne soit pas en mesure d'obtenir ou de payer les soins médicaux dont il a besoin ?*

Copyright ©Afrobarometer 2024

Trois quarts (75%) disent avoir manqué de médicaments ou de soins médicaux pendant l'année écoulée (Figure 6).

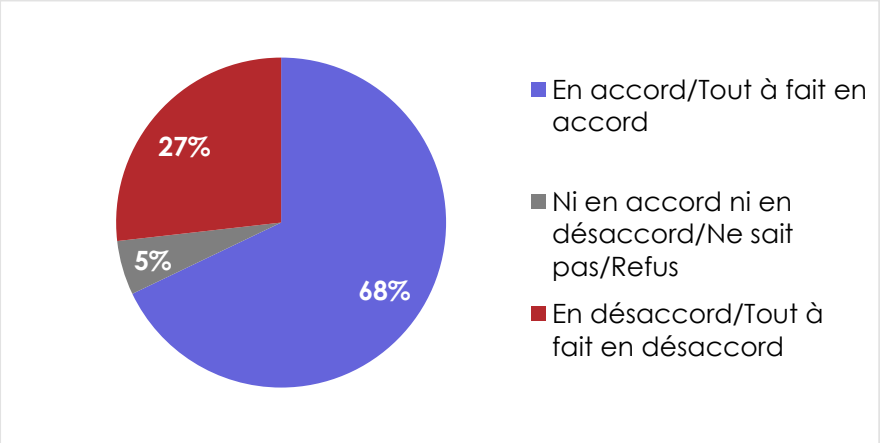
Figure 6 : Manque de soins médicaux ou de médicaments | Cameroun | 2024



Question posée aux répondants : *Au cours des 12 derniers mois, combien de fois est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-dû manquer de médicaments ou de soins médicaux ?*

Comme on pouvait s'y attendre, la majorité (68%) des Camerounais sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » que le gouvernement veille à ce que tous les citoyens aient accès à des soins de santé adéquats, même si cela implique une augmentation des impôts (Figure 7).

Figure 7 : Le gouvernement devrait-il garantir l'accès universel aux soins de santé ? | Cameroun | 2024



Question posée aux répondants : *Dites-moi, s'il vous plaît, si vous êtes d'accord ou non avec l'affirmation suivante : Le gouvernement doit veiller à ce que tous les citoyens aient accès à des soins de santé adéquats, même si cela implique une augmentation des impôts ?*

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (2023b), l'accès aux soins se défini comme la capacité des personnes à recevoir des soins quand ils sont nécessaires et au bon endroit.

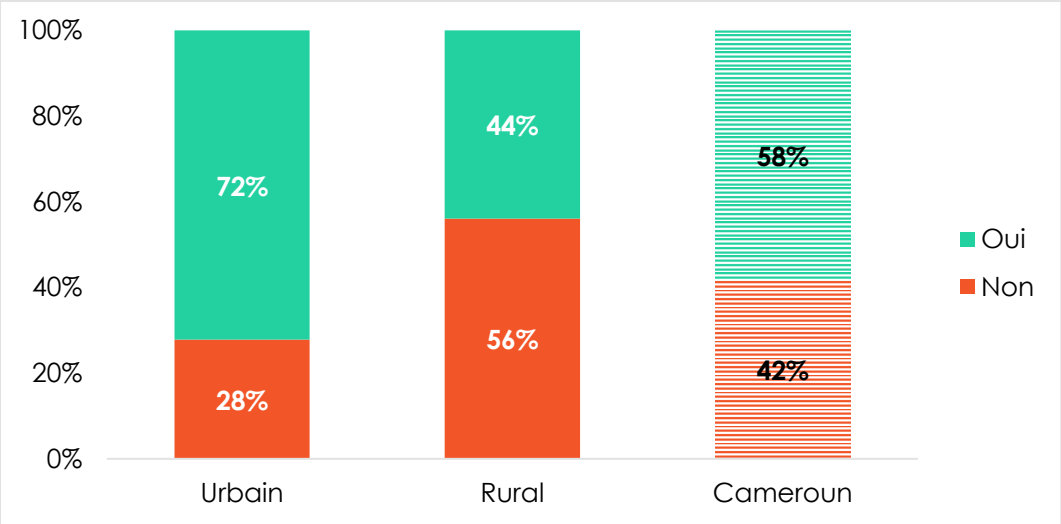
Lors du processus de collecte de données, les équipes de terrain d'Afrobarometer procèdent à des observations sur les infrastructures locales. Par exemple, dans chaque zone de dénombrement (ZD) visitée, elles notent la présence ou l'absence d'un dispensaire ou d'un hôpital, soit dans la zone ou à distance de marche, c'est-à-dire sans nécessiter de frais de transport significatifs pour les habitants. Etant donné que les ZD sont sélectionnées pour

Copyright ©Afrobarometer 2024

représenter l'ensemble de la population nationale, ces observations offrent des indicateurs fiables sur la disponibilité des infrastructures et des services dans chaque pays sondé.

Au Cameroun, des centres de santé publics ou privés existent dans 58% des ZD (Figure 8). Peu surprenant, les ZD en milieu urbain (72%) sont plus nombreux à disposer d'une structure sanitaire que les ZD qui se situent dans les milieux ruraux (44%).

Figure 8 : Présence de centre de santé dans la zone | par milieu de résidence urbain-rural | Cameroun | 2024



Question posée aux enquêteurs : *Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Centre de santé (privée, publique, ou les deux) ?*

Expériences des services de santé

Quatre Camerounais sur 10 (39%) ont eu à se rendre dans une clinique ou un hôpital public au cours des 12 derniers mois précédant la période d'enquête. Le contact avec les centres de santé publics est plus élevé parmi les plus pauvres (47%)[1], les plus instruits (47%), les citadins (41%) et les femmes (41%) (Figure 9).

Les Camerounais qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public au cours des 12 derniers mois sont divisés sur la facilité à obtenir les soins. En effet, un sur deux (50%)[2] des répondants estiment qu'il était « facile » ou « très facile » d'obtenir les soins ou les services médicaux dont ils avaient besoin, tandis que l'autre moitié (50%) des répondants disent qu'il était « difficile » ou « très difficile » pour eux d'obtenir lesdits soins ou services (Figure 10).

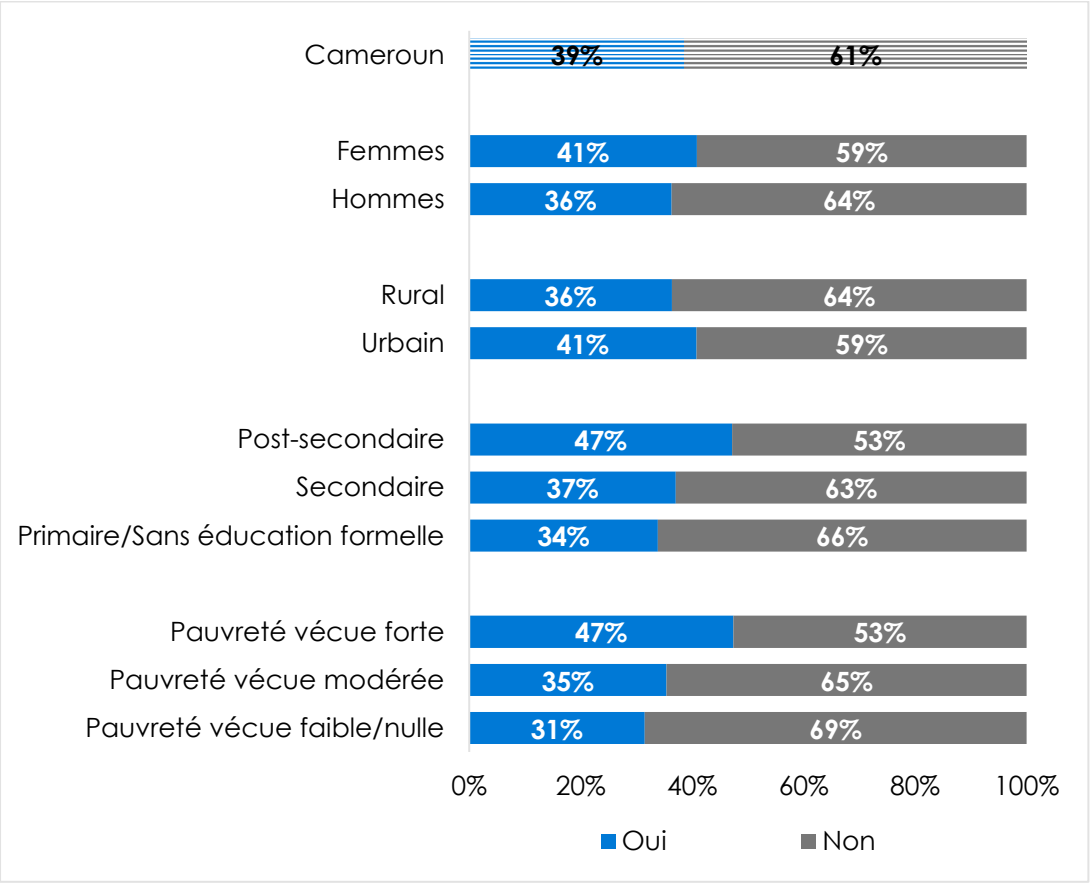
L'accès aux soins semble beaucoup plus facile aux plus nantis (69%) qu'aux pauvres (39%) (Figure 11). Il parait également plus facile aux femmes (56%), aux moins instruits (55%) et aux plus de 35 ans (50%-58%) comparativement aux hommes (42%), aux plus instruits (46%) et aux 18-35 ans (46%).

[1] L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

[2] En raison de l'arrondissement, les pourcentages des catégories combinées peuvent légèrement différer de la somme des sous-catégories arrondies (par exemple : 42% « facile » et 7% « très facile » somment à 50%).

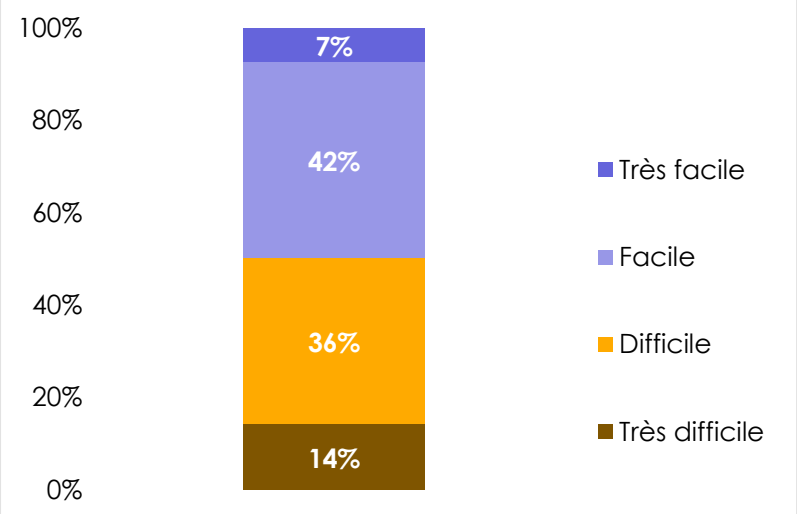
Copyright ©Afrobarometer 2024

Figure 9 : Avoir eu affaire à une clinique ou un hôpital public | par groupe démographique | Cameroun | 2024



Question posée aux répondants : *Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une clinique ou un hôpital public ?*

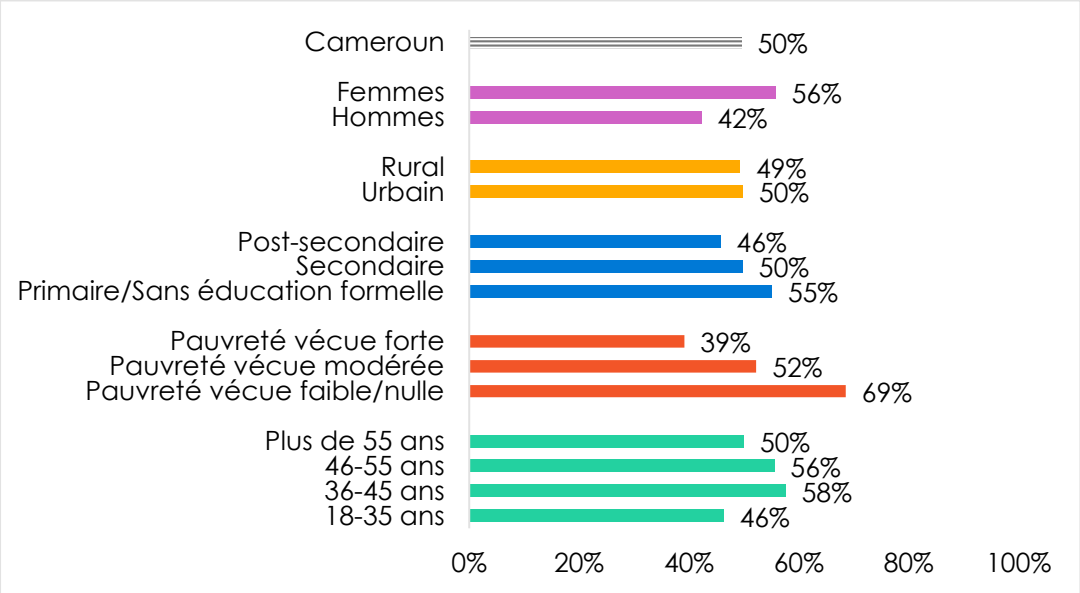
Figure 10 : Facilité d'obtenir l'attention médicale | Cameroun | 2024



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : *Etait-ce facile ou difficile d'obtenir les soins ou les services médicaux dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)*

Copyright ©Afrobarometer 2024

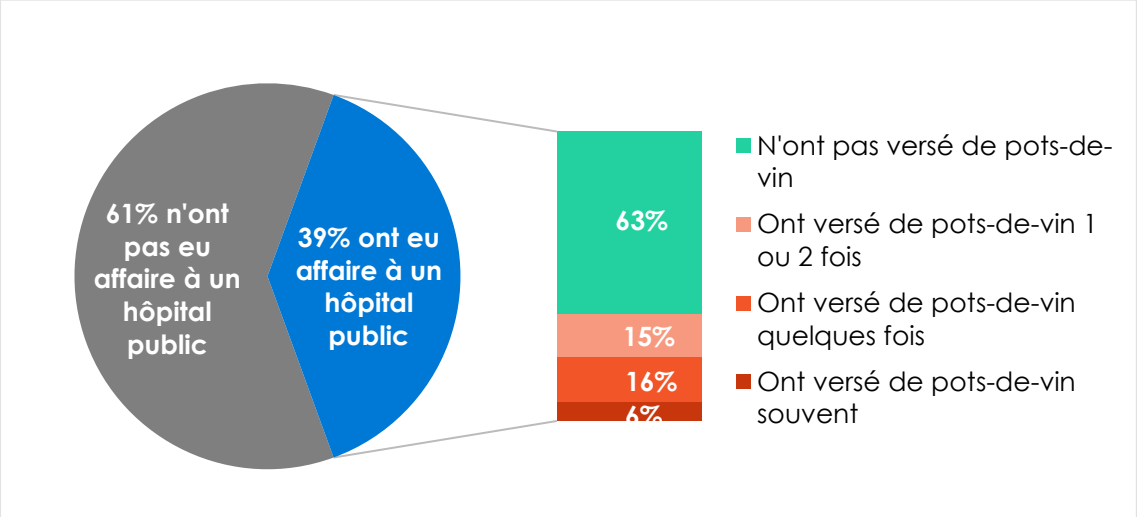
Figure 11 : Facile d'obtenir l'attention médicale | par groupe démographique | Cameroun | 2024



Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : *Etait-ce facile ou difficile d'obtenir les soins ou les services médicaux dont vous aviez besoin ? (% qui disent « facile » ou « très facile » ; Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)*

En plus des difficultés d'obtenir les soins médicaux, près de quatre répondants sur 10 (37%) disent qu'ils ont au moins une fois dû verser des pots-de-vin ou faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de l'hôpital afin d'obtenir les services dont ils avaient besoin (Figure 12).

Figure 12 : Versement de pot-de-vin afin d'obtenir des services médicaux | Cameroun | 2024



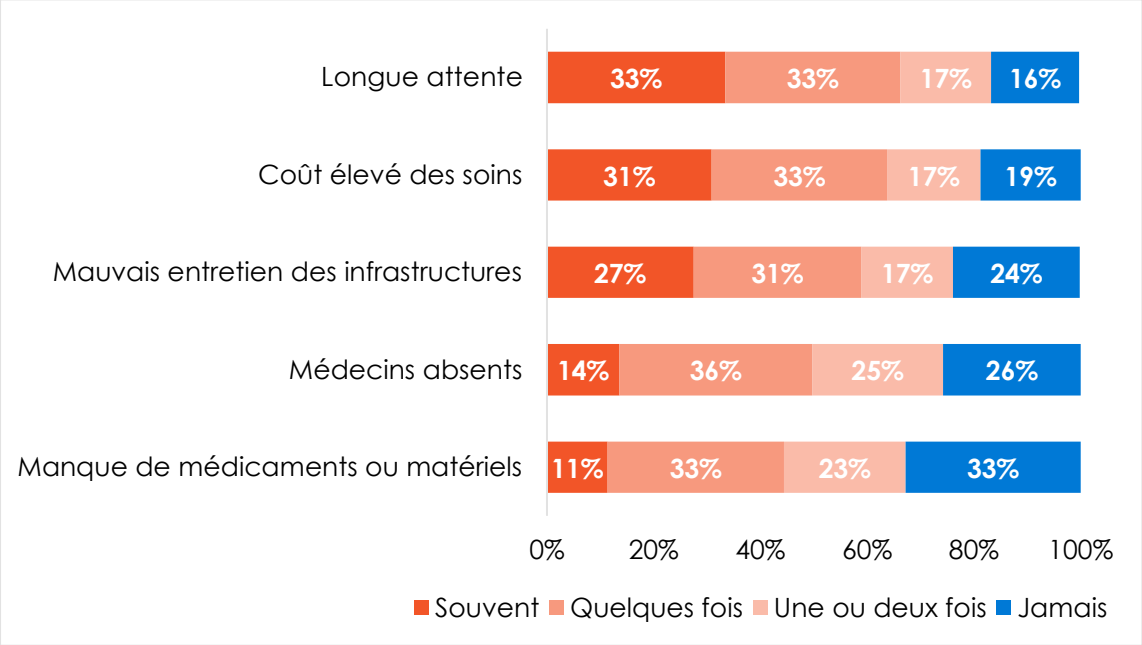
Question posée aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : *Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins ou les services médicaux dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)*

Copyright ©Afrobarometer 2024

En dehors des problèmes de corruption et des difficultés d'accès aux soins mentionnés par une partie des répondants, beaucoup énumèrent également d'autres problèmes qu'ils ont rencontrés dans les centres sanitaires publics.

La majorité des Camerounais ayant eu recours aux services d'un hôpital public au cours des 12 derniers mois signalent de longs temps d'attente (83%), le coût élevé des services (81%), le mauvais état des infrastructures (76%), l'absence du personnel (74%) et le manque de médicaments ou de matériels (67%) (Figure 13).

Figure 13 : Problèmes rencontrés dans les centres de santé publique | Cameroun | 2024



Questions posées aux répondants qui ont eu affaire à une clinique ou un hôpital public : *Et au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu les problèmes suivants dans une clinique ou un hôpital public ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à une clinique ou un hôpital public sont exclus.)*

Sur la vaccination obligatoire des enfants

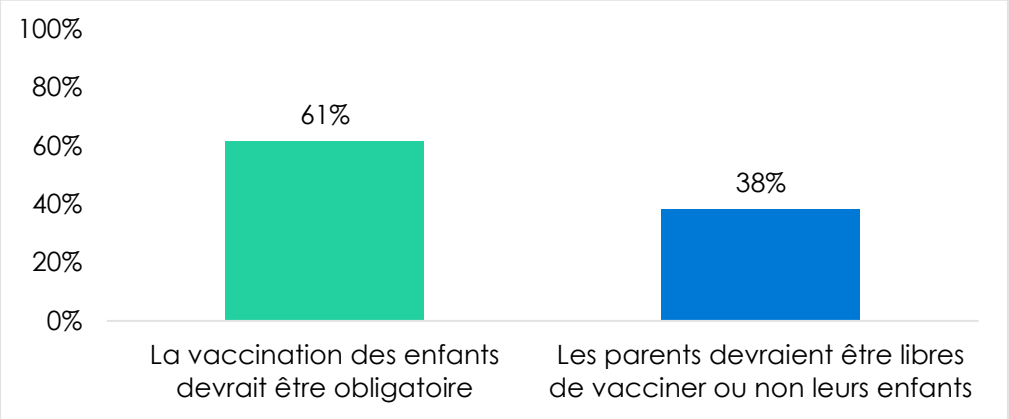
La vaccination obligatoire des enfants est une mesure de santé publique que prennent de nombreux pays pour prévenir la propagation de maladies infectieuses graves. Cependant, elle suscite parfois des débats sur des questions de liberté individuelle, de consentement parental et d'accès équitable aux vaccins.

Au Cameroun, la majorité (61%) des citoyens estiment que les parents devraient être tenus de faire vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio afin de protéger les enfants et la communauté, tandis que 38% pensent que cela devrait relever du choix personnel des parents et ne devrait pas être obligatoire (Figure 14).

Les Camerounais qui résident dans les villages (67%) se démarquent largement de leurs homologues citadins (56%) dans le soutien à la vaccination obligatoire des enfants (Figure 15).

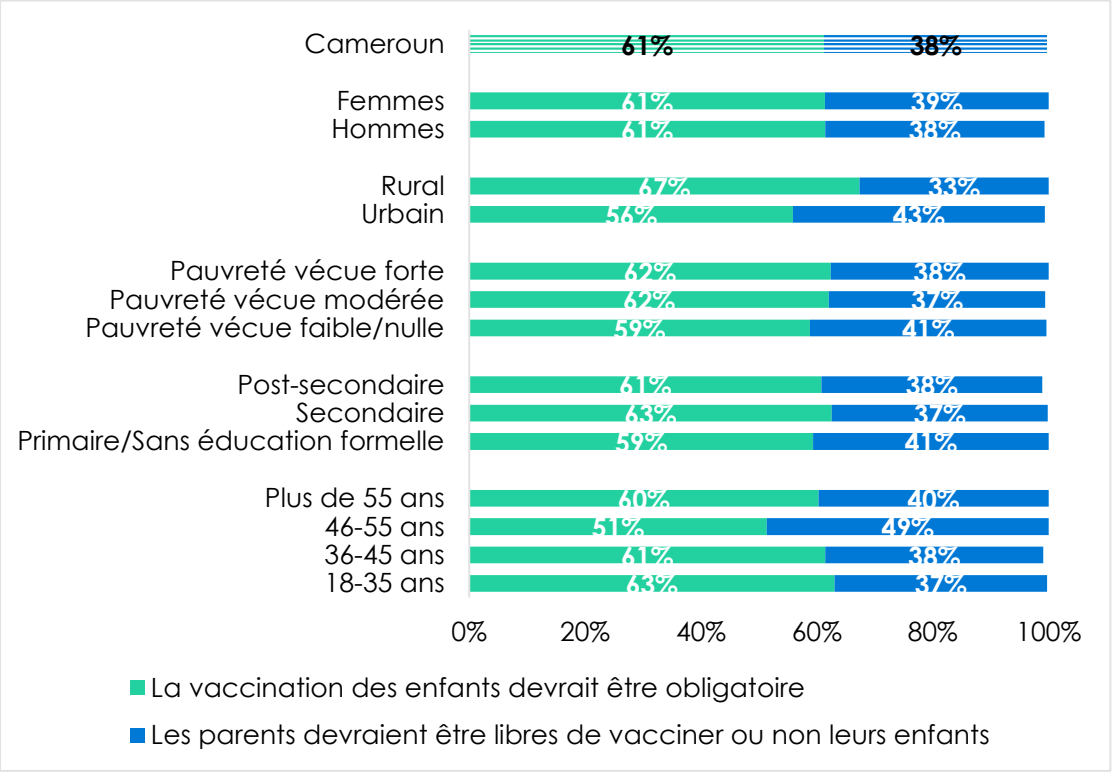
Copyright ©Afrobarometer 2024

Figure 14 : Les parents devraient-ils être obligés de vacciner leurs enfants ?
| Cameroun | 2024



Question posée aux répondants : *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Afin de protéger les enfants et la communauté, les parents devraient être tenus de faire vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio.
Affirmation 2 : Faire vacciner son enfant contre les maladies infectieuses est un choix personnel des parents et ne devrait pas être obligatoire.

Figure 15 : Les parents devraient-ils être obligés de vacciner leurs enfants ?
| Cameroun | 2024



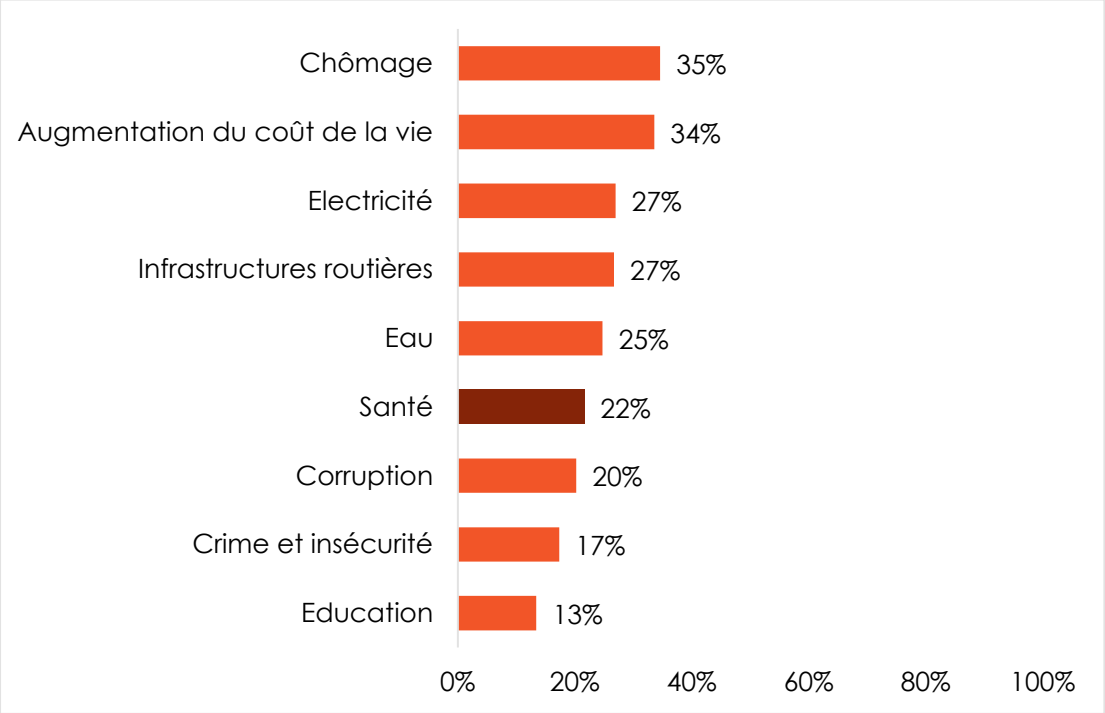
Question posée aux répondants : *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Afin de protéger les enfants et la communauté, les parents devraient être tenus de faire vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio.
Affirmation 2 : Faire vacciner son enfant contre les maladies infectieuses est un choix personnel des parents et ne devrait pas être obligatoire.

Copyright ©Afrobarometer 2024

De la performance gouvernementale en matière de santé

Interrogés sur les problèmes les plus importants dont souffre le Cameroun et auxquels ils pensent que le gouvernement devrait s'attaquer, plus de deux répondants sur 10 (22%) font mention de la santé, faisant d'elle la sixième plus importante préoccupation des citoyens (Figure 16).

Figure 16 : Plus importants problèmes du pays | Cameroun | 2024



Question posée aux répondants : *A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Jusqu'à trois réponses par personne. La figure montre le pourcentage de répondants qui citent chaque problème parmi leurs trois priorités.)*

Malgré cette préoccupation pour la santé, les avis des Camerounais restent partagés quant à l'efficacité du gouvernement à répondre à ce défi essentiel. Une moitié (50%) des citoyens donnent une bonne note au gouvernement dans le secteur tandis que l'autre moitié (49%) des répondants se disent insatisfaits de cette performance (Figure 17).

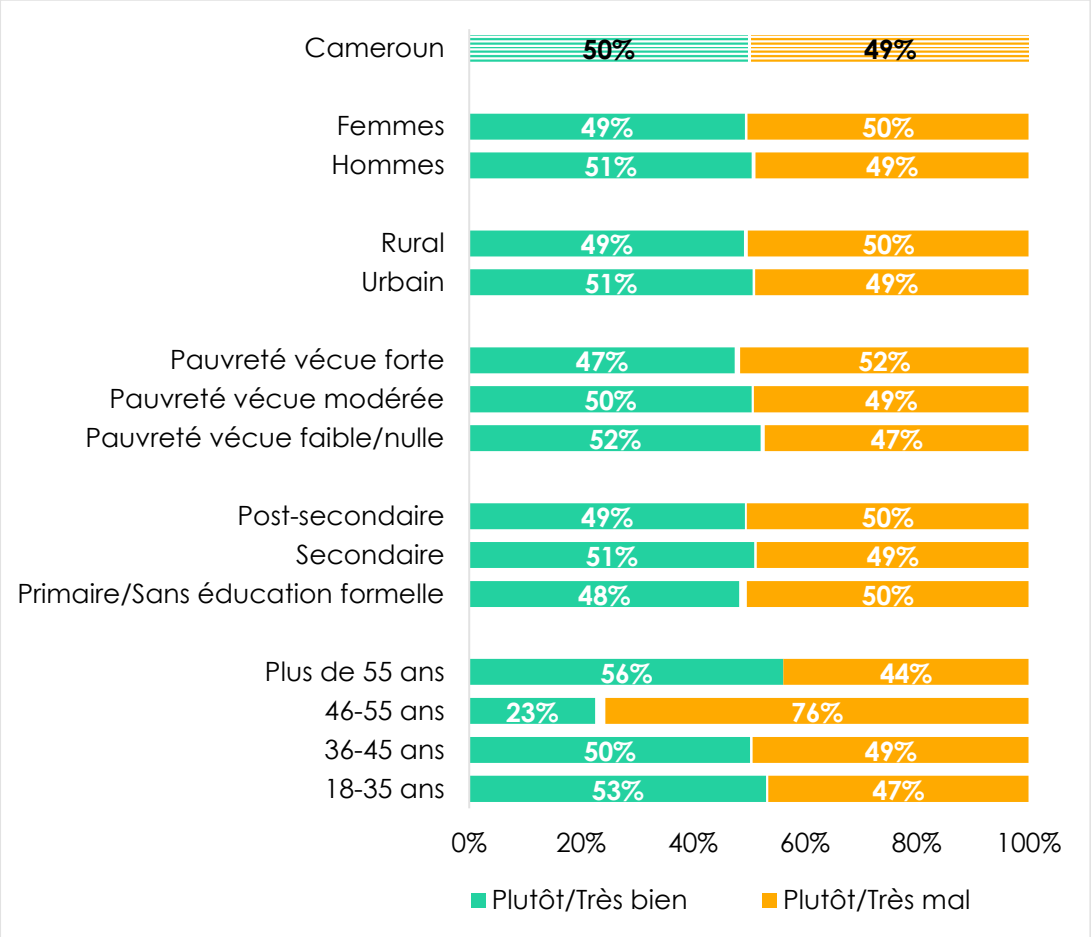
Les répondants plus âgés (56% des plus de 55 ans)[3] et les répondants nantis (52%) sont plus enclins d'apprécier positivement la performance du gouvernement en matière de santé que leurs homologues respectifs.

Par ailleurs, une légère majorité (53%) de Camerounais disent faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance au Ministère de la Santé Publique (Figure 18).

[3] L'échantillon de petite dimension (N=73) produit des résultats dont les marges d'erreur sont importantes.

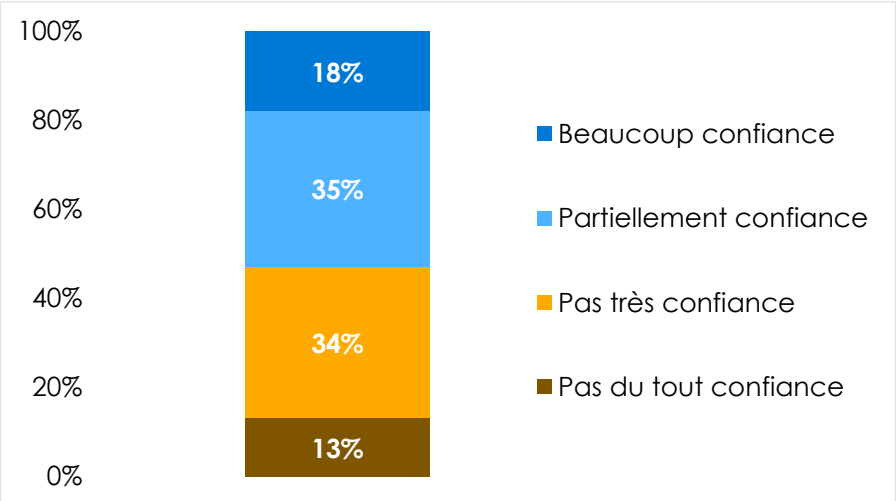
Copyright ©Afrobarometer 2024

Figure 17 : Performance du gouvernement dans l'amélioration des services de santé de base | par groupe démographique | Cameroun | 2024



Question posée aux répondants : *Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à l'amélioration des services de santé de base ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Figure 18 : Confiance au Ministère de la Santé Publique | Cameroun | 2024



Question posée aux répondants : *A quel point faites-vous confiance au Ministère de la Santé Publique, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?*

Copyright ©Afrobarometer 2024

Conclusion

L'accès aux soins demeure un challenge pour le gouvernement camerounais. Hormis les difficultés d'accès aux soins et de corruption, les répondants qui ont eu affaire à une structure sanitaire se plaignent du long temps d'attente, des coûts de services élevés, du mauvais état des infrastructures, de l'absence du personnel et du manque de médicaments ou de matériels.

La majorité des répondants disent s'inquiéter de ne pas pouvoir obtenir ou se payer des soins médicaux en cas de besoin, et ont d'ailleurs manqué de soins médicaux ou de médicaments au cours des 12 derniers mois.

Très peu de Camerounais bénéficient d'une assurance maladie, surtout à cause du coût financier et d'une faible sensibilisation sur les régimes d'assurance. Ils s'attendent à plus d'action de la part du gouvernement pour une couverture maladie universelle, même si cela pourrait nécessiter une augmentation de l'assiette fiscale.

Globalement, seulement la moitié des répondants approuvent la performance du gouvernement en matière d'amélioration des services de santé de base et disent faire confiance au Ministère de la Santé Publique.

Par ailleurs, la majorité des Camerounais souhaitent que les parents fassent vacciner leurs enfants contre les maladies infectieuses telles que la rougeole et la polio afin de protéger les enfants et la communauté, bien qu'à l'opposé, certains pensent la vaccination devrait relever du choix personnel des parents et ne devrait pas être obligatoire.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Copyright ©Afrobarometer 2024

Références

Banque Mondiale. (2024). Ratio de décès maternel (estimation par modèle, pour 100 000 naissances vivantes).

Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.

Ministère de la Santé Publique (2018). Couverture santé universelle (Phase 1).

Nations Unies. (2015). Objectifs de développement durable.

Ntap, E. J. (2024). Couverture santé universelle au Cameroun : Entre exploits et limites. VOA. 16 avril.

Organisation Mondiale de la Santé. (2023a). Couverture sanitaire universelle (CSU).

Organisation Mondiale de la Santé. (2023b). Soins de santé primaires.

Organisation Mondiale de la Santé. (2024). Global spending on health: Coping with the pandemic.

Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés. (2019). Cameroun : Accès à des soins de santé et à une éducation spécialisée.

Copyright ©Afrobarometer 2024

Christian Siakam est un consultant statisticien à Cibles Etudes & Conseil, le partenaire national d'Afrobarometer au Cameroun. Email : christsia90@yahoo.fr.

Eric Ileng est le directeur d'agence de Cibles Etudes & Conseil. Email : ilengeric@groupe-cible.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University, l'University of Cape Town et l'University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminate, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de Suède au Zimbabwe et de la GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce lien ou ce lien. Pour discuter d'un éventuel financement institutionnel, veuillez contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@ afrobarometer.org).

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.

Dépêche No. 922 d'Afrobarometer | 16 décembre 2024

Copyright ©Afrobarometer 2024